

# Les cadres du privé doivent se présenter!



*Edouard Tetreau est associé-gérant de Mediafin.*

---

Vox Economie (<http://premium.lefigaro.fr/vox/economie/>) | Par Edouard Tetreau (#figp-author)

Publié le 18/01/2016 à 10h39

---

TRIBUNE - Les entreprises du CAC 40 doivent garantir à leurs salariés un «droit au retour» pourqu'ils puissent briguer des mandats dans les mêmes conditions que les fonctionnaires, plaide l'essayiste et associé-gérant de Mediafin.

Alors que **François Hollande présente aujourd'hui ses vœux aux forces économiques (<http://www.lefigaro.fr/politique/2016/01/17/01002-20160117ARTFIG00183-hollande-joue-son-va-tout-sur-l-emploi.php>)**, le niveau de défiance de ces dernières vis-à-vis du monde politique français est à son comble. Et pour de trop bonnes raisons. Le monde de l'entreprise agit sur le réel, avec non seulement la culture mais l'obligation du résultat. Ce monde-là est sous forte pression: le niveau de compétition mondiale va s'exacerber cette année, pour des raisons liées à l'exportation de la déflation chinoise, à la fragilité de plusieurs grands pays émergents et à la compétitivité spectaculairement retrouvée de certains de nos grands concurrents, dont les taux de chômage sont moitié moindres que le nôtre.

Le monde économique français n'aura pas le luxe de se raconter des histoires en 2016. Il est sous pression pour engendrer de la croissance. Et pour trouver en France 300.000 personnes qui seraient suffisamment formées et motivées pour remplir les 300.000 emplois non pourvus dans l'Hexagone. D'où le combat du monde de l'entreprise, légitime et nécessaire, pour enlever le maximum de freins possibles à l'embauche en France. Bref, faire évoluer un droit du travail, mais aussi des mentalités et pratiques dans le monde de l'éducation nationale, qui ont conduit à notre triste situation: plus de 5 millions de demandeurs d'emploi.

Or, quelle est la réponse de l'exécutif? Faire de la politique à la Henri Queuille. Enfumer ; différer ; promettre ; jouer avec les mots comme avec l'argent des Français, dans le seul but d'une éventuelle réélection. La déconnexion avec le réel est manifeste avec **le projet irréaliste et non financé d'offrir à 500.000 jeunes une formation «aux métiers d'avenir»** (<http://www.lefigaro.fr/politique/2016/01/17/01002-20160117ARTFIG00194-hollande-cherche-a-faire-baisser-artificiellement-le-chomage.php>), pour un coût estimé à 2 milliards d'euros. Et de proposer à 350.000 autres jeunes un «service civique» non défini, sorte de «Canada Dry» du service militaire.

---

## **La Convention interne de Michelin permet désormais à ses salariés de bénéficier d'un statut équivalent à celui de la fonction publique lorsqu'ils décident de briguer un mandat**

---

Nous consacrons déjà la somme pharaonique de 32 milliards d'euros par an à la formation, ce monstre de gabegie servant en priorité des formations à des fonctionnaires, ingénieurs et cadres plutôt qu'aux chômeurs. Les cours de poterie et de macramé pour ceux qui ont déjà tout, c'est bien ; la formation des chômeurs aux emplois d'aujourd'hui, ce serait mieux. L'exécutif, avant d'engager 2 milliards d'euros de dépenses supplémentaires, va-t-il auditer ce maquis où scandales et soupçons de détournements abondent? Va-t-il couper dans les dépenses inutiles, optimiser l'existant?

Le réel n'est pas sa préoccupation. À témoin, cette idée qu'il faudrait 500.000 formations «aux métiers d'avenir». Lesquels? Les 300.000 emplois non pourvus en France se trouvent dans les métiers de bouche ; la restauration ; la

soudure ; la chaudronnerie ; l'aide à la personne. Qui ne voit que ces promesses non financées et non exécutables (Pôle emploi ne pourrait même pas absorber la moitié de la demande) ne sont qu'une manœuvre pour faire baisser artificiellement, le temps d'une campagne, la statistique du chômage?

---

## Pour que le monde de l'entreprise puisse présenter un maximum de candidats aux législatives de 2017

---

Comment peut-on venir à bout de ces pratiques? En injectant, dans le monde politique français, non seulement les idées, les pratiques, mais aussi les personnes issues du monde de l'entreprise. Celles qui apporteront la culture du résultat à notre pays. L'obstacle est connu: un salarié d'une entreprise, s'il brigue un mandat, doit quitter ses fonctions et n'a, contrairement aux syndicalistes et aux fonctionnaires surreprésentés dans la vie politique, aucun statut pour le protéger. Si le monde de l'entreprise veut renouveler la classe politique, il doit donc se donner les moyens d'y envoyer ses cadres.

C'est ce que vient de faire une entreprise française leader mondial sur l'un des marchés les plus bataillés au monde: Michelin. La Convention interne de Michelin permet désormais à ses salariés de bénéficier d'un statut équivalent à celui de la fonction publique lorsqu'ils décident de briguer un mandat: garantie de retrouver son emploi, sa rémunération, avec l'ancienneté prise en compte, lorsque leur mandat s'achève.

Le *Manifeste pour l'engagement citoyen des entreprises*, rédigé par le Cercle de l'excellence RH, analyse cette initiative. Encourageons les 39 autres entreprises du CAC 40, et peut-être même les 119 autres entreprises du SBF 120, à suivre cet exemple. Pour que le monde de l'entreprise puisse présenter un maximum de candidats aux législatives de 2017. Ils seront les représentants du monde réel plutôt que des professionnels de la supercherie, qui ont laissé le pays dans l'état où il se trouve aujourd'hui. Aucun groupe du CAC 40 ne doit se dérober à cet engagement.

Cet article est publié dans l'édition du Figaro du 18/01/2016. **Accédez à sa version PDF en cliquant ici (<http://kiosque.lefigaro.fr/le-figaro/2016-01-18>)**



Edouard Tetreau

---